



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Distr.
LIMITÉE

E/CN.14/ECO/132
3 March 1978

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Comité exécutif
dix-huitième session

~~Adans~~ 1-4 mai 1978

Khartoum

LE PROGRAMME DE FORMATION STATISTIQUE POUR L'AFRIQUE (PFSA)

LE PROGRAMME DE FORMATION STATISTIQUE POUR L'AFRIQUE (PFSA)

Résumé du projet et décision attendue du Comité exécutif

Le Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA), qui est présenté dans le document ci-joint, représente le dernier stade atteint dans les efforts faits en Afrique pour mettre en place des moyens pour la formation en nombre suffisant du personnel spécialisé dont on a besoin pour produire les statistiques nécessaires au développement économique et social. Ce Programme, qui a été adopté par la Conférence des statisticiens africains à sa dixième session, fait suite à un projet récemment mené à bien et intitulé "Groupe de travail chargé d'examiner les besoins de formation statistique en Afrique".

La Conférence des statisticiens africains a confirmé que ce Programme répondait à un besoin et souligné qu'il importait que les gouvernements hôtes intéressés continuent à fournir dans le cadre des arrangements existants, les moyens financiers nécessaire au fonctionnement des centres installés sur leur territoire. L'octroi de bourses adéquates aux élèves originaires des pays utilisateurs, bourses qui pourraient être financées par des sources nationales ou autres, constituerait également une contribution au fonctionnement de ces centres.

Des consultations préliminaires ont déjà été entreprises avec les gouvernements africains concernant le PFSA. Le Comité exécutif est donc invité à approuver formellement le programme joint au présent document afin de permettre la mise en œuvre du Programme de formation statistique pour l'Afrique. Cette approbation est nécessaire avant que l'on puisse procéder officiellement à la mobilisation de ressources extérieures supplémentaires pour financer le Programme.

LE PROGRAMME DE FORMATION STATISTIQUE POUR L'AFRIQUE (PFSA)

	<u>Paragraphe</u>
I. Origine	1 - 8
II. Objet	9 - 11
III. Aperçu général du programme de travail et de la coordination.	12
IV. Ordre de grandeur des besoins	13 - 35
V. Contribution des centres à la satisfaction des besoins en personnel	36 - 90
VI. Résumé du coût du programme	91 - 103
VII. Financement du projet	104 - 108

Tableaux.

LE PROGRAMME DE FORMATION STATISTIQUE POUR L'AFRIQUE (PFSA)

I. ORIGINE

1. L'institution du Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA) est la dernière initiative en date prise en Afrique pour fournir aux pays de la région les moyens de former en nombre suffisant les spécialistes dont ils ont besoin pour produire les statistiques nécessaires au développement économique et social.
2. En 1961, la Conférence des statisticiens africains, à sa deuxième session, a lancé un programme de formation intensive devant permettre de remédier à la pénurie de personnel dont souffraient les bureaux statistiques de la région. Au départ, l'accent a été mis plus particulièrement sur la formation de statisticiens de niveau intermédiaire (adjoints et agents techniques), devant s'accompagner d'un développement plus progressif de la formation de statisticiens des catégories supérieures (ingénieurs).
3. Quatre centres de niveau moyen ont été ouverts en 1961: les centres d'Abidjan et de Yaoundé pour les stagiaires francophones, et ceux d'Accra et d'Addis-Abeba pour les anglophones. En même temps, un projet a été lancé à Rabat pour la formation de statisticiens francophones de cadres supérieurs. En 1962, la Communauté économique européenne a mis à la disposition du groupe des pays francophones des moyens supplémentaires de formation des statisticiens des catégories supérieures, parallèlement, un centre supplémentaire de niveau moyen a été créé à Dar es-Salaam en 1965 pour le groupe des pays anglophones. En 1967, le Centre de niveau moyen d'Abidjan a commencé la formation de statisticiens des catégories supérieures, et c'est seulement en 1969 que des moyens de formation de personnel des catégories supérieures ont été mis à la disposition du groupe des pays anglophones à Kampala. En 1976, le Centre de niveau moyen de Yaoundé a également commencé la formation de personnel des catégories supérieures, et la division des ingénieurs des travaux statistiques de Paris a été transférée à Kigali à l'intention du groupe des pays francophones. Soulignons que pour les pays anglophones, il existe à Ibadan, à Légon, à Gaberones et à Maseru des cours de niveau universitaire sanctionnés par des diplômes pour la formation de statisticiens des cadres supérieurs.
4. Tous les centres, à l'exception de ceux d'Abidjan et de Kigali, ont été créés avec l'assistance du PNUD, qui a été discontinuée progressivement, sauf dans le cas des centres de Yaoundé et de Kampala. Le PNUD et L'UNESCO ont continué jusqu'à une date récente à soutenir un des premiers centres de formation de niveau intermédiaire; ils ont aussi contribué à la mise en place de nouveaux moyens de formation en Afrique australe (Universités du Botswana et du Souaziland et Université nationale du Lesotho).
5. La France et le Royaume-Uni, en vertu de leurs conventions bilatérales, et la Communauté économique européenne soutiennent les divers centres en y détachant des enseignants et des chargés de cours, ces derniers au titre de ~~contrats de courte~~ durée, en prenant à leur charge une partie du traitement des enseignants et en accordant des bourses de perfectionnement. En 1973, la Communauté économique européenne a renforcé sa participation en créant à Munich un centre de recyclage spécialisées, en coopération avec le ~~Gouvernement de la République fédérale~~ d'Allemagne. Le Royaume-Uni et la France envisagent aussi d'offrir des cours spécialisés.

6. L'adoption de nouvelles stratégies du développement, pour le monde et pour l'Afrique et l'instauration d'un nouvel ordre économique international imposent aux pays d'avoir un personnel plus nombreux et plus hautement qualifié capable de produire une plus large gamme de statistiques encore plus détaillées qu'auparavant. Bien que le programme de formation lancé après 1960 ait répondu largement à ses fins initiales, la situation de nombreux bureaux africains de statistique laisse encore à désirer du point de vue du personnel pour diverses raisons, parmi lesquelles a) l'exode d'éléments qualifiés vers d'autres administrations publiques, vers le secteur privé ou vers des pays plus développés, b) la sous-utilisation des moyens existants en raison du manque de renseignements concernant les cours existants, les conditions d'inscription à ces cours et les ressources financières disponibles, et c) le fait que de nombreux cours de formation, particulièrement dans les universités, tendent à avoir un caractère par trop théorique.

7. Pour toutes ces raisons, à sa neuvième session qui a eu lieu à Lomé en octobre 1975, la Conférence des statisticiens africains a exprimé une fois encore des appréhensions en présence des problèmes qu'implique la nécessité de pourvoir aux besoins de l'Afrique en matière de statistiques. Elle a préconisé avec insistance l'établissement d'un programme à long terme de formation des statisticiens des catégories supérieures et un examen de toutes les possibilités de financement de manière à assurer la continuité. Elle a souscrit à la suggestion selon laquelle il conviendrait d'organiser un groupe de travail et d'engager des consultants qui se rendraient dans les pays et visiteraient les centres de formation et autres organisations compétentes en vue d'établir des rapports sur les besoins en matière de statistique et en particulier sur les points suivants :

- a) amélioration des centres de formation actuels, avec des suggestions sur les manières d'utiliser le plus efficacement possible les moyens actuels, régionaux et nationaux, de même que sur la réorientation pratique des cours de formation;
- b) réduction des pertes de personnel qualifié dans les bureaux nationaux de statistique;
- c) besoins en matière de ressources financières;
- d) coordination des activités de formation statistique à l'intérieur et à l'extérieur de la région;
- e) toutes autres questions se rapportant à la formation statistique en Afrique.

8. Le Groupe de travail s'est réuni à Munich en août 1977 pour examiner le rapport des consultants; sur la base de ses recommandations, la Conférence des statisticiens africains a adopté à sa dixième session le présent Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA).

II. OBJET

9. L'objectif principal du PFSA est de faire en sorte que la région dispose en permanence d'un corps de spécialistes qualifiés pour les services de statistique et autres des administrations nationales, de même que pour le secteur privé. Pour lui permettre d'atteindre cet objectif, le PFSA a été conçu sous la forme d'un programme décennal tendant à assurer l'autonomie de l'Afrique, son action dans ce sens consistant:

- a) à augmenter le nombre du personnel statistique,
- b) à améliorer et à maintenir la qualité du personnel statistique en service. A cet effet, il sera nécessaire d'établir une base sur laquelle les institutions de formation actuelles pourront travailler en coordination en vue d'améliorer leur efficacité et donner à leurs activités un caractère plus concret;
- c) à faire en sorte que les centres participant au Programme puissent devenir autonomes.

10. Comme on prévoit que la région ne sera pas en mesure de satisfaire à ses besoins de façon autonome avant la fin de la période de dix ans prévue pour le programme, on se propose aussi pendant cette période de faire appel aux moyens existant en dehors de la région.

11. Les catégories de formation qui seront assurées dans le cadre du PFSA sont les suivantes :

A. Formation des statisticiens des catégories supérieures

Ce type de formation est une formation générale de base de niveau universitaire il lui sera accordé le rang de priorité le plus élevé.

B. Formation spécialisée et études universitaires supérieures

Le renforcement de la formation au niveau des études universitaires supérieures sera encouragé de façon à rendre la région moins tributaire des institutions et du personnel de l'extérieur.

Une spécialisation doit être offerte, en particulier dans les domaines suivants :

- 1) comptabilité nationale,
- 2) statistiques agricoles,
- 3) enquêtes par sondage (ménages, établissements, etc),
- 4) statistiques démographique,
- 5) statistiques de la main-d'oeuvre et de l'emploi,
- 6) traitement électronique de l'information.

Des stages de courte durée et des séminaires à l'intention des statisticiens en service pourront être organisés par les centres de la région ou être offerts par des sources extérieures.

C) Formation des statisticiens des échelons moyens

A ce niveau, la formation doit normalement se faire à l'échelon des pays; au fur et à mesure que les statisticiens des catégories supérieures augmenteront en nombre, elle devra devenir partie intégrante du programme des bureaux nationaux de statistique. Toutefois, les moyens de formation régionaux devraient être maintenus en place, voire développés en cas de besoin.

III. APERÇU GENERAL DU PROGRAMME DE TRAVAIL ET DE LA COORDINATION

12. Pendant ses dix ans d'existence, le PFSA servira de cadre pour coordonner la création, l'amélioration et le cas échéant l'expansion des moyens de formation statistique en Afrique. Il portera sur les domaines suivants :

1. Diffusion de renseignements sur les activités de formation

La diffusion régulière et en temps opportun de renseignements sur les moyens de formation existant à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de la région, notamment d'indications sur les matières enseignées, les conditions d'admission, les dispositions financières, etc.. devrait permettre une meilleure utilisation des centres existants. L'amélioration et la coordination des renseignements sur les différents centres participant au PFSA auront aussi certainement une influence importante sur les perspectives financières du programme dans son ensemble.

2. Maintien de l'équivalence des programmes d'études et des qualifications

Les centres francophones (dont celui de Rabat) ont déjà instauré un degré d'équivalence assez poussé quant aux programmes d'études et aux qualifications, en s'alignant sur le Centre européen de formation de statisticiens-économistes des pays en voie de développement (CESD). Les conditions d'admission ont également été normalisées et la sélection se fait par concours.

Les pays anglophones sont en train de mettre au point, à partir du système de formation essentiellement théorique des universités britanniques, un système axé davantage sur la pratique; il conviendra d'ailleurs dans leurs cas d'étudier les conditions d'admission, les programmes d'études, etc. en vue de les normaliser.

3. Etablissement des programmes d'études

A cet égard, il sera nécessaire de réviser et de réorienter les programmes d'études pour répondre à la nécessité d'assurer une formation de caractère plus pratique et en particulier de compléter les cours de formation générale par une formation spécialisée dans des domaines à déterminer selon les besoins des pays utilisateurs. Il faudra veiller tout spécialement à assurer une formation suffisante aux techniques du traitement électronique de l'information pour permettre aux statisticiens non seulement de comprendre la terminologie employée et les opérations effectuées par le personnel faisant fonctionner les ordinateurs, mais aussi de participer activement au traitement électronique de l'information.

4. Mise au point de nouveaux projets et développement des projets existants dans le domaine de la formation, supérieure y compris la formation universitaire supérieure

La première mesure à prendre avant de mettre en place de nouveaux moyens de formation ou de renforcer ceux qui existent déjà sera de déterminer les besoins spéciaux auxquels il y aura lieu de répondre.

5. Formation spécialisée

Les centres participant au PFSA seront encouragés à prévoir des possibilités de spécialisation. A cet égard, les cours de formation spécialisée organisés par des centres en dehors de la région (Le Centre de recyclage de Munich par exemple) seront considérés comme faisant partie intégrante du PFSA.

6. Mise sur pied

Aux pays qui désireraient organiser, dans le cadre de leur bureau central de statistique, des stages de formation en cours d'emploi aux échelons intermédiaires, une assistance pourra être offerte sous la forme d'envoi de maître de conférences, de documentation pour les cours, etc. Dans quelques cas, les moyens qui existent déjà dans la région pour la formation de personnel de ce niveau devront être développés.

7. Organisation de stages de courte durée et de séminaires pour les statisticiens déjà en exercice

Les centres assurant déjà une formation spécialisée devront être encouragés à organiser ou à accueillir dans leurs locaux des stages et séminaires de ce type dans le cadre du PFSA. A cet égard, il faudra obtenir la collaboration des institutions spécialisées dans les domaines relevant de leur compétence.

8. Formation d'enseignements

Les différents centres devront mettre au point un plan pour la formation d'enseignants qui remplaceront progressivement les formateurs fournis au titre de l'assistance extérieure.

9. Enseignement de la statistique à l'école secondaire

Des programmes d'études appropriés devront être mis au point pour favoriser ce type d'enseignement dans les pays africains. Un certain nombre de pays de l'Afrique de l'Ouest (avec le concours de l'UNESCO) ont déjà commencé à enseigner cette matière dans leurs établissements secondaires.

10. Analyse critique et évaluation périodique du PFSA

La durée envisagée pour le PFSA étant de dix ans, on se propose de procéder à des évaluations périodiques afin d'analyser les progrès et de déterminer les besoins futurs et leur ordre d'urgence.

11. Coordination

Pour assurer une coordination effective des activités mentionnées ci-dessus, la CEA devra aider à prendre les dispositions voulues pour organiser les activités suivantes :

- a) consultations officielles avec les gouvernements, le PNUD et les autres donneurs possibles pour savoir quelle pourrait être leur contribution au programme;
- b) réunion des donneurs, qui serait convoquée aussi rapidement que possible, sous réserve de la possibilité de déterminer officiellement les conditions dans lesquelles les dépenses du programme seraient partagées;
- c) réunions des directeurs des centres de formation de la région et de l'extérieur, en vue de discuter de l'élaboration des programmes d'études, de l'équivalence de ces programmes et des qualifications, et des besoins en matière de cours spécialisés. Ces réunions auraient lieu tous les deux ans;
- d) diffusion dans les pays de renseignements relatifs aux moyens de formation offerts par le PFSA;
- e) préparation d'études annuelles sur les activités des centres participant au PFSA, études dans lesquelles figureraient des renseignements sur le nombre des étudiants, les programmes d'études, le financement et les problèmes connexes éventuels;
- f) fourniture aux pays qui désireraient établir des programmes de formation en cours d'emploi de niveau moyen, d'une assistance pour la mise au point de projets, l'engagement de chargés de cours ou l'obtention de documentation pour les cours;
- g) octroi d'une assistance pour la recherche de ressources financières.

IV. ORDRE DE GRANDEUR DES BESOINS

13. On a maintenant entrepris de récapituler toutes les statistiques disponibles sur le personnel actuellement en fonction et sur les besoins futurs, en vue d'étudier sur la base des résultats ainsi obtenus, les possibilités de pourvoir à ces besoins pendant la période du programme.

14. L'importance des besoins en matière de formation statistique est indiquée dans les tableaux 1 à 4 annexés au présent document, qui donnent une récapitulation et une interprétation des renseignements fournis par les consultants et des conclusions du groupe de travail réuni en 1977. Les chiffres courants et les prévisions, comportent sûrement des inexactitudes, mais ces tableaux donnent probablement une idée assez complète et vraie de la situation d'ensemble. Ils sont ventilés par pays et par centre pour permettre aux directeurs des services de statistique et des centres de formation de revoir et d'améliorer les chiffres. Il est en outre nécessaire de disposer de données détaillées comme point de départ pour la négociation des divers projets et pour l'établissement d'un plan d'action régional.

15. Avant de résumer les conclusions relatives aux besoins, il convient d'attirer l'attention sur les sources des données utilisées et sur leur fiabilité. Les chiffres donnés au tableau 1 pour le personnel statistique en service en 1977 sont tirés principalement d'études récentes du CESD et de la CEA, complétées le cas échéant d'après l'Annuaire des statisticiens africains, et d'après estimations et études antérieures. Tous les tableaux concernent 48 pays; six pays ont été exclus pour des raisons d'ordre pratique ou politique.

16. Les renseignements concernant le personnel des bureaux centraux de statistique sont probablement sûrs, abstraction faite de certaines difficultés découlant des définitions. Par exemple, il est possible que quelques pays aient classé le personnel s'occupant du traitement de l'information et d'autres travaux spécialisés dans la catégorie des cadres supérieurs. De même, le personnel de niveau moyen qu'il devrait comprendre que les personnes possédant des qualifications précises en matière de statistiques, mais il est possible que certains chiffres comprennent aussi, par exemple, les commis et les enquêteurs. Ces derniers ont généralement les connaissances spécialisées nécessaires, acquises en cours d'emploi.
17. La faiblesse principale des tableaux se trouve probablement dans les renseignements concernant les statisticiens travaillant dans les autres administrations de l'Etat ou dans le secteur privé. Rares sont les pays qui ont répondu de façon adéquate aux enquêtes, en sorte que les chiffres cités ont souvent été obtenus à partir de l'Annuaire ou d'estimations. Sans doute sont-ils en général peu élevés, mais ils suffisent à montrer que sur l'ensemble des statisticiens africains la moitié au moins des cadres supérieurs et le tiers des cadres moyens occupent des emplois en dehors des services centraux de statistique.
18. Cette constatation est importante parce que le Groupe de travail a conclu que le PFSA devait pourvoir à la totalité des besoins nationaux en personnel statistique, et non pas seulement aux besoins des services de statistique.
19. Les chiffres concernant les statisticiens des échelons supérieurs nécessaires dans les pays au sud du Sahara ont été extraits des études de la CEA et du CESD. L'étude de la CEA donnait aussi des estimations des besoins en statisticiens des échelons intermédiaires dans les pays anglophones au sud du Sahara.
20. Les consultants ont fourni leurs propres estimations générales quant aux besoins de l'Afrique du Nord en statisticiens des cadres supérieurs et aux besoins en cadres moyens des pays francophones au sud du Sahara. Il n'ont donné aucune indication sur le nombre des statisticiens des échelons moyens qui seraient nécessaires en Afrique du Nord, en sorte que des estimations approximatives ont été ajoutées aux tableaux pour qu'ils soient complets.
21. D'après les renseignements actuellement disponibles, les statisticiens des catégories supérieures en fonctions en 1977 sont au nombre de 1 482, et il faudra en former 5 045 de plus d'ici la fin de la période de dix ans considérée; de même, il y a actuellement 2 979 statisticiens des échelons moyens, mais, selon les estimations, il faudra en former 6 482 de plus. Ces chiffres confirment la conclusion du Groupe de travail selon laquelle le programme doit être axé principalement sur la formation des statisticiens des catégories supérieures.
22. Les chiffres donnés aux tableaux 2 et 3, qui indiquent la mesure dans laquelle les centres participant au PFSA pourront pourvoir aux besoins de l'Afrique en matière de statisticiens, ont été obtenus après une étude attentive des renseignements fournis par les services de statistique et les centres de formation et par d'autres sources. On a tenu compte autant que possible des préférences pour répartir les stagiaires les différents pays entre les différents centres.

23. On ne dispose pas pour les pays anglophones de ventilation détaillée des besoins en matière de formation universitaire et universitaire supérieure, mais autant que l'on sache des chiffres relatifs à la formation universitaire supérieure entrent en ligne de compte dans une certaine mesure dans les statistiques relatives au groupe anglophone. En revanche, comme on dispose de données pour les pays francophones, il a été possible de fournir des chiffres distincts pour les besoins en ITS et en ISE. Il y a lieu de signaler que de nouvelles études au niveau des ISE sont certainement nécessaires, si l'on considère les chiffres relatifs aux besoins; ce cours sera probablement organisé dans l'un des centres francophones actuels.

24. En outre, selon une recommandation du Groupe de travail, des dispositions spéciales ont été prises à l'intention des pays d'expression portugaise.

25. Il y a lieu de signaler que les 515 statisticiens des catégories supérieures qui doivent sortir des "Autres centres de formation" viendront en partie d'universités non comprises dans le programme régional de formation statistique et en partie d'institutions de formation extra-africaines.

26. Les deux premières parties du tableau 4 résument la situation actuelle et la situation projetée des divers centres participant au PFSA pour ce qui concerne le personnel enseignant et les stagiaires.

27. Les chiffres donnés au tableau 4 concernant le personnel enseignant sont extraits principalement des renseignements fournis par les centres eux-mêmes; ils ont été complétés par des estimations. Il est possible que quelques centres aient donné des chiffres gonflés pour les effectifs du personnel futur, mais aucune révision n'a été faite.

28. Les chiffres donnés au tableau 4 concernant les stagiaires réclament une explication plus précise. Les tableaux 1 à 3 concernent le programme de formation du point de vue de la situation actuelle et des besoins globaux pour les dix années à venir. En revanche, le tableau 4 donne les chiffres correspondant à une année moyenne de la période de dix ans prévue pour l'exécution du programme. Si l'on a donné des chiffres annuels moyens dans ce tableau c'est parce qu'on a estimé que tous les centres devraient viser à former un nombre visiblement constant de stagiaires; dans les limites raisonnables, toutes les années devraient donc osciller autour de la moyenne.

29. Dans le tableau 4, des totaux pour dix années donnés dans les tableaux 1 à 3 pour les contingents de stagiaires reçus aux examens, on a tiré des moyennes annuelles représentant le nombre de stagiaires que les divers centres auront à admettre chaque année. Pour ce calcul on a considéré essentiellement la durée des études et les taux de déperdition. Il est impossible de présenter ici le détail des opérations dans ce document; il faudra améliorer les chiffres à l'occasion de l'examen récapitulatif des activités des centres.

30. Soulignons que dans le tableau 4 les chiffres concernant le centre de Gaborone et celui de Maseru sont donnés séparément, alors qu'ils étaient donnés globalement dans les tableaux précédents. Le Groupe de travail n'a formulé aucune recommandation particulière sur la répartition des activités entre ces deux centres; cette situation sera examinée à propos des propositions concernant les divers projets particuliers.

31. La situation générale est resumée dans le tableau complémentaire ci-après qui est établi d'après des extraits des tableaux 2 à 4 donnés en annexe.
32. Pendant les dix prochaines années (et probablement à titre permanent par la suite), il faudra que les centres participant au PFSA augmentent environ de moitié le nombre de stagiaires formés. Cette augmentation devra porter principalement sur la formation de personnel des catégories supérieures pour les pays anglophones, mais il existe en outre d'autres mesures urgentes à prendre en particulier pour répondre aux besoins des pays d'expression portugaise récemment accédés à l'indépendance et pour accroître la capacité des centres en ce qui concerne la formation d'ISE.
33. Pour répondre à la nécessité d'accroître le nombre de statisticiens formés par les centres, il faudra augmenter le nombre des stagiaires de quelque 60 p. 100 par rapport aux effectifs actuels. Toutefois, d'après les estimations, le nombre des bourses de perfectionnement internationales et bilatérales nécessaires ne devrait que de 50 p. 100 environ.
34. Pour faire face à l'augmentation du nombre des stagiaires, les directeurs de centres estiment qu'il leur faudra augmenter de plus de 80 p. 100 les effectifs de leur personnel enseignant. Le fait qu'un pourcentage d'augmentation plus grand est prévu pour l'effectif du personnel enseignant que pour celui des stagiaires montre que les centres ont conscience de la nécessité d'améliorer la qualité de l'enseignement et de renforcer les activités de recherche, comme aussi peut-être d'offrir des cours spécialisés aux autres départements des universités. Dans l'ensemble, il en résulterait une augmentation modeste à peine supérieure à 30 p. 100, l'effectif du personnel enseignant devront être obtenu au titre des accords d'assistance extérieure. Quoiqu'il en soit il y a une différence considérable entre les deux groupes linguistiques principaux. Le nombre des charges de cours anglophones fournis par des sources extérieures devra doubler, alors qu'il y aura une légère diminution dans le cas des francophones, due essentiellement au fait que l'Algérie n'a plus besoin d'assistance extérieure et que le Maroc commence maintenant à disposer de personnel enseignant local.
35. Le tableau 4 présente aussi des prévisions budgétaires détaillées pour les centres participant au PFSA, mais cette question est traitée seulement dans la sixième partie du présent document. Ce qu'il faut dans l'immédiat, c'est exposer succinctement les activités des divers centres et indiquer les changements particuliers devant intervenir pour répondre aux besoins identifiés ci-dessus en matière de formation.

V. CONTRIBUTION DES CENTRES A LA SATISFACTION DES BESOINS EN PERSONNEL

36. La participation des divers centres au PFSA ne doit en aucune façon être considérée comme déterminée de façon immuable ou formelle. Figurent sur la liste actuelle les centres qui sont en mesure d'offrir des services internationaux et disposés à participer au programme. Il ne faut pas perdre de vue que cette liste pourra varier, et sera probablement augmentée, mais il n'en résultera guère d'incidences notables sur les objectifs et les besoins considérés du point de vue de programme pris dans son ensemble.

Développement des centres participant au PFS# 1/

	Nouvelles activités						Centres existants						T C T A L			
	Projet spécial pour les pays d'expression portugaise			Nouveau cours ISE	Niveau moyen	Francophones			Anglophones			Total				
	Sup.	Moy.	Total			Sup.	Moy.	Total	Sup.	Moy.	Total					
<u>Contingent annuel reçu aux examens de fin d'études</u>																
Chiffre actuel	-	-	-	-	-	-	159	122	281	121	78	199	280	200	480	480
Chiffre à atteindre 1978-87	13	22	35	20	38		215	138	353	205	134	339	420	272	692	785
Augmentation en %	-	-	-	-	-		35	13	26	69	72	70	50	36	44	64
<u>Effectif annuel moyen des stagiaires</u>																
Chiffre actuel	-	-	-	-	-		589	194	783	452	97	549	1 041	291	1 332	1 332
Chiffre à atteindre 1978-87	70	38	108	70	70		820	240	1 060	705	175	880	1 525	415	1 940	2 188
Augmentation en %	-	-	-	-	-		39	24	35	56	80	60	47	43	46	64
Bourses extérieures 1978-87	70	38	108	60	50		422	110	532	325	101	426	747	211	958	1 176
Pourcentage du total des bourses	100	100	100	86	71		51	46	50	46	58	48	49	51	49	54
<u>Personnel enseignant</u>																
Effectifs actuels	-	-	-	-	-			55			42			97		97
Effectifs nécessaires 1978-87	8			4	4			83			81			164		180
Augmentation en %	-	-	-	-	-			51			93			69		86
Origine extérieure; actuel	-	-	-	-	-			34			10			44		44
1978-87	8			3	4			23			21			44		59
Augmentation en %	-	-	-	-	-			+ 32			110			-		34

1/ Non compris 515 statisticiens des catégories supérieures et 3 169 des catégories moyennes qui ne seront probablement pas formés par les centres participant au PFSA.

37. Le PFSA a pour fondation un groupe de centres existants qui se sont créés au cours des ans mais qui ont connu à des degrés divers des problèmes qui ont gêné leur fonctionnement, les empêchant de ce fait de former pour la région un nombre suffisant des statisticiens du niveau voulu. Ces problèmes portaient sur a) l'établissement de programmes d'études appropriés, b) le personnel, c) l'admission d'étudiants étrangers, et d) le financement. On espère qu'en trouvant des solutions à ces problèmes et en coordonnant les efforts des centres, on permettra au PFSA d'atteindre son objectif, qui est de pourvoir aux besoins de la région en statisticiens qualifiés.

38. Les chiffres présentés dans les tableaux 2 et 3 concernant les besoins en matière de formation de personnel du niveau supérieur et du niveau intermédiaire, donnent déjà une indication de la répartition possible des futurs stagiaires entre les divers centres. On trouvera ci-après une brève présentation des divers centres de formation, avec des renseignements sur le type de formation, la durée des études, le nombre de stagiaires formés, les problèmes spéciaux et la contribution escomptée de ces centres au programme. Le tableau 4 donne aussi des prévisions budgétaires détaillées pour les divers centres participant au PFSA.

39. Université du Botswana et au Souaziland (UBS), à Gaberones, et Université nationale du Lesotho (NUL) à Maseru

Cours organisés par les départements de statistique	Durée des études (années)	Contingent actuel annuel reçu aux examens de fin d'études
1. Degree programme (ingenieur)	4	10
2. Diploma programme (adjoint tech.)	2	5
3. Certificate programme (agent tech.)	1	6

40. A partir d'août 1973, date où le projet combiné de formation statistique des universités du Botswana, du Lesotho, et du Souaziland a commencé à recevoir une assistance du PNUD/UNESCO, le nombre des reçus aux examens de fin d'études a été de 14 pour les ingénieurs (Degree programme) et de 44 pour les adjoints techniques (Diploma programme et Certificate programme). Depuis 1976, à la suite du scindement de l'université initiale en deux, des programmes distincts sont offerts par l'UBS et la NUL; l'assistance PNUD/UNESCO a été interrompue.

41. Les dispositions prises en matière de formation subissent actuellement le contre-coup des changements politiques; aussi la suggestion des consultants selon laquelle l'UBS se concentrerait sur la formation de niveau moyen et la NUL se consacrant uniquement à la formation de niveau universitaire ne sera probablement pas acceptée pour le moment. Un arrangement viable devra donc être trouvé, compte tenu du nombre restreint des stagiaires en cause.

42. Les programmes sont constamment handicapés par le manque de personnel et la situation s'est encore aggravée depuis que les deux universités ont des programmes distincts. Pour cette raison, il importe que des plans soient établis pour former du personnel enseignant spécialisé.

43. Selon les estimations, il faudrait porter le nombre annuel des stagiaires des centres de 12 à 35 à la NUL et de 6 à 40 à l'UBS pour le programme d'études de niveau universitaire, pour le programme de niveau moyen, il suffirait d'augmenter légèrement les effectifs et de le porter de 10 à 12 à la NUL et de 10 à 18 à l'UBS.

44. East African Statistical Training Centre (EASTC), à Dar-es-Salaam

Cours figurant au programme	Durée des études (années)	Contingent annuel actuel reçu aux examens de fin d'études
1. Intermediate level	1	12
2. Middle level	1	20

45. Entre 1961 et 1977, le centre a formé en tout 306 statisticiens pour les deux niveaux. Il avait commencé avec l'assistance du PNUD, mais il a été pris en charge ultérieurement par la Communauté de l'Afrique orientale. La situation actuelle réclamerait peut-être la négociation d'un nouvel arrangement.

46. Selon les estimations, l'effectif annuel des stagiaires devrait être porté de 38 à 100 pour faire face à la demande croissante dans les pays d'Afrique orientale.

47. Institute of Statistical, Social and Economic Research (ISSER) et Mathematics Department, l'un et l'autre de l'Université du Ghana, à Legon

Cours figurant au programme	Durée des études (années)	Contingent annuel actuel reçu aux examens de fin d'études
1. B.Sc.) catégories supérieures	3	38
2. M.Sc.)	2	2
3. Graduate Diploma	1	5
4. Higher Certificate (Diploma)	1	15
5. Certificate	1	20

48. Entre 1962 et 1977, le nombre des reçus aux examens de fin d'études a été de 113 pour le niveau supérieur et de 345 pour le niveau moyen.

49. Ouvert en 1961 sous les auspices du PNUD pour la formation de personnel du niveau moyen, ce centre a été par la suite absorbé par l'ISSER qui a été créé en 1962 sous les auspices de l'Etat et qui offre une formation statistique combinant les cours de préparation au "Certificat" et au "Higher Certificate" sanctionnés par un diplôme de statistique. En 1973, le "Mathematics Department", avec le concours de l'ISSER, a commencé à offrir des cours de préparation au B.Sc., au Graduate Diploma et au M.Sc. ès statistiques. Les programmes, d'orientation concrète, prévoient un stage pratique obligatoire pendant les grandes vacances qui suivent la deuxième année d'études universitaires.

50. Les cours sont ouverts aux ressortissants d'autres pays, mais les étudiants sont surtout ghanéens; il semble qu'il soit difficile aux candidats étrangers de satisfaire aux conditions d'admission. Un autre problème provient du fait que le personnel enseignant n'est pas assez nombreux et de chevauchements des études entre les départements.

51. L'ISSER n'a que des perspectives limitées quant au nombre de statisticiens des échelons supérieurs qu'il peut former, mais moyennant une certaine coordination de ses services et de ceux du Mathematics Department, l'Université du Ghana pourrait sûrement contribuer utilement à répondre aux besoins de la région en général. A condition que les problèmes que cela poserait soient résolus, le nombre des stagiaires serait porté à 215 par an pour les études de niveau supérieure, et à 45 pour les études de niveau moyen, contre 179 et 39 respectivement en 1977. Il faudrait aussi qu'un programme de formation spécialisée soit lancé à l'intention du personnel enseignant.

52. Un projet spécial serait peut-être nécessaire pour permettre à l'Université du Ghana de répondre aux conditions de l'expansion envisagée.

53. Department of Statistics, Université d'Ibadan

Cours figurant au programme	Durée des études (années)	Contingent annuel actuel reçu aux examens de fin d'études
1. Postgraduate Diploma (hautes études universitaires)	1	6
2. Professional diploma	2	12
3. B.Sc. Statistics	3	20

54. Entre 1966 et 1977, l'Université d'Ibadan a délivré 127 diplômes de statisticiens des catégories supérieures.

55. Le département de statistique, qui s'est développé à partir du centre de formation ouvert sous les auspices du PNUD, dépend complètement aujourd'hui de l'Etat; depuis 1973, il offre un cours de formation au B.Sc. in Statistics en plus du "professional diploma", lequel correspond à un diplôme d'études supérieures, mais orienté vers la pratique. L'Université s'efforce d'établir un programme de hautes études universitaires (postgraduate programme) et d'organiser des stages de courte durée et des séminaires.

56. Rien que pour être en mesure de pourvoir aux besoins du Nigéria, il faudrait que le département de statistique soit agrandi et que d'autres établissements soient utilisés, dans le pays ou à l'étranger. On a proposé de l'ouvrir aussi aux ressortissants d'autres pays et de porter à 220 le nombre des stagiaires qu'il peut recevoir contre 106 en 1977.

57. Institute of Statistics and Applied Economics (ESAE) à Kampala

Cours figurant au programme	Durée des études (Années)	Contingent annuel actuel reçu aux examens de fin d'études
1. B.A., B.Sc. Statistics, Mathematics	3	17
2. B. Statistics	3	25
3. M.Sc. Statistics	1	5

58. Entre 1966 et 1977, l'institut a formé 215 statisticiens des catégories supérieures.

59. L'Institut a été mis en place à l'Université de Makerere en tant que projet national parrainé par le PNUD et offrant aussi des services régionaux. Les tentatives faites pour le transformer en projet régional n'ont jusqu'ici pas abouti. En tant que projet national, il est financé (et continuera à l'être) au moins jusqu'en juin 1978) par le PNUD au titre de son programme pour l'Ouganda et par le Gouvernement ougandais, dans le cadre du budget national.

60. L'Institut se maintient à un excellent niveau pour la qualité de sa formation; son programme "B. Statistics" lancé en 1975 est considéré, comme particulièrement bien adapté aux services de statistique de l'Etat. En outre, un cours de préparation au diplôme de M.Sc. a commencé en janvier 1973. Il serait souhaitable que cet institut soit élargi pour être en mesure de recevoir des stagiaires originaires de l'Afrique de l'Est, ainsi que de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique du Nord, mais un certain nombre de problèmes devront être surmontés pour porter sa capacité au niveau nécessaire. A cet égard, une étude serait nécessaire et, éventuellement, une révision des dispositions actuelles. Si ces problèmes étaient résolus, on estime que la capacité de l'Institut pourrait être portée à 195 stagiaires par an, au lieu de 139, chiffre enregistré en 1977.

61. Institut africain et mauricien de statistique et d'économie appliquée (IAMSEA), à Kigali

Cours figurant au programme	Durée des études (années)	Contingent annuel actuel reçu aux examens de fin d'études
Ingénieurs des travaux statistiques (ITS)	3	20

62. L'Institut n'ayant été créé qu'en novembre 1976, le contingent de 20 élèves reçus aux examens représente seulement le résultat de la première année; les études durent trois ans.

63. L'Institut bénéficie surtout de l'assistance du Gouvernement français qui agit par l'intermédiaire du Fonds d'aide et de coopération (FAC), et fournit en particulier des enseignants et des bourses, et de celle du Fonds européen de développement (FED), qui fournit des bourses de perfectionnement; on a demandé au FED de fournir des enseignants et des fonds pour la construction de nouveaux locaux. Le Collège officiel de Kigali a été mis provisoirement à la disposition de l'institut, en attendant que les locaux de ce dernier soient terminés.

64. L'Institut a été fondé comme suite à une résolution du Conseil des Ministres de l'OCAM concernant le transfert à Kigali des cours de formation d'ITS dispensés par le CEST à Paris; il est destiné principalement aux pays membres de l'OCAM. Toutefois la section de formation d'ISE est restée à Paris, car on estime généralement qu'il est indispensable d'avoir une expérience suffisante du programme ITS avant d'envisager d'organiser un cours de formation d'ISE. On envisage de porter la capacité de l'Institut de formation ITS de 55 stagiaires (chiffre de 1977) à 75 par an.

65. Dans l'intervalle, en raison de la nécessité de former des cadres moyens et de la préférence du groupe francophone pour les établissements régionaux, on propose d'ajouter un cours à ce niveau au programme de l'institut et de prendre des dispositions pour pouvoir former annuellement 70 statisticiens des échelons moyens.

66. Institut de statistique, de planification et d'économie appliquée (ISPEA)
à Yaoundé

Cours prévus au programme	Durée des études (années)	Contingent annuel actuel reçu aux examens de fin d'études
1. Ingénieur des travaux statistiques (ITS)	3	15
2. Adjoint technique	2	35
3. Agent technique	1	25

67. L'ISPEA a été fondé en 1976 comme prolongement de l'Institut de formation statistique (IFS), issu lui-même d'un projet régional parrainé par le PNUD et assurant une formation de niveau moyen. Entre 1961 et 1977, les deux instituts ont formé 708 adjoints et agents techniques; les 15 élèves ITS formés par l'ISPEA depuis sa création représentent seulement le résultat de la première année; les études durent trois ans.

68. L'assistance financière du PNUD doit être interrompue en juin 1977, mais on croit savoir que le Gouvernement sollicite le maintien de cette assistance, justifié par le fait que l'Institut offre maintenant un cours de formation d'ITS. En attendant, le Gouvernement français et la Communauté économique européenne fournissent une assistance sous la forme de services d'enseignants et de bourses de perfectionnement; la CEE a contribué au financement de la construction des locaux.

69. En plus des cours mentionnés, l'Institut envisage d'organiser un cours de statistiques agricoles avec le concours de la FAO.

70. En 1976/77, les étudiants inscrits étaient pour environ la moitié des ressortissants du Cameroun. Le nombre limité des bourses offertes aux candidats des autres pays est à l'origine de la diminution de l'effectif de ces derniers ces dernières années. On envisage que l'ISPEA recommence à accueillir des stagiaires des autres pays francophones et que des dispositions soient prises pour que 105 ITS soient formés chaque année, contre 54 en 1977; le nombre des adjoints et agents techniques formés chaque année serait maintenu au niveau actuel soit 99 ou 100.

71. Ecole de statistique d'Abidjan (ESA)

Cours prévus au programme	Capacité annuelle d'admission	Durée des études (années)	Contingent annuel actuel reçu aux examens de fin d'études
1. Ingénieur des travaux statistiques (ITS)	20	3 + 1 prép.	10
2. Adjoint technique	15	2	12
3. Agent technique	20	1	15

72. Entre 1961 et 1977, l'ESA a formé 341 ingénieurs et 352 adjoints et agents techniques.

73. L'ESA a été créée en 1961 par le Gouvernement de la Côte d'Ivoire pour répondre aux besoins de ce pays, mais aussi à ceux des autres pays francophones. Depuis le début, cette école bénéficie d'une assistance du Gouvernement français et de la Communauté économique européenne. L'Organisation des Nations Unies lui accorde aussi un appui limité sous la forme de bourses financées au titre des programmes nationaux du PNUD.

74. Le personnel enseignant à plein temps de l'ESA, en dehors du Directeur, est fourni au titre de l'aide bilatérale, avec quelques nationaux n'enseignant qu'à temps partiel. Il conviendrait donc de lancer dès que possible un plan pour le recrutement et la formation d'un personnel enseignant local. Cette mesure est d'autant plus importante que l'ESA envisage d'offrir des cours de traitement de l'information et de démographie, pour lesquels elle sollicite une assistance extérieure. En attendant, l'ESA dispose actuellement d'un excédent de capacité qui pourrait être utilisée pour contribuer à pourvoir aux besoins d'autres pays en ITS et en adjoints et agents techniques, et une proposition a été faite tendant à porter le nombre des stagiaires de 35 à 75 par an pour les cours d'ITS, et 38 à 50 pour les adjoints et agents techniques.

75. Institut national de statistique et d'économie appliquée (INSEA), à Rabat

Cours prévus au programme	Durée des études (années)	Contingent annuel actuel reçu aux examens de fin d'études
1. Ingénieur statisticien-économiste (ISE)	2	15
2. Ingénieur d'application de la statistique	3	35
3. Adjoint technique	2	35

76. Entre 1961 et 1977, l'INSEA a formé 282 adjoints et agents techniques et 369 ingénieurs.

77. L'INSEA a été créé en 1961 par le Gouvernement marocain avec l'assistance de la CEA et du PNUD. L'assistance des Nations Unies a été interrompue en 1972 et depuis lors l'Institut est pris en charge entièrement par le Gouvernement. Il continue de bénéficier d'une certaine assistance de la part de la France (FAC) et du Canada (CIDA).

78. Le cours de formation d'ISE, qui a été mis en route en octobre 1974, est également ouvert aux économistes et aux mathématiciens. Des plans sont à l'étude selon lesquels l'Institut offrirait une formation spécialisée, dans divers domaines parmi lesquels on envisage les enquêtes par sondage, la recherche opérationnelle, l'analyse des données et la démographie.

79. L'INSEA se propose de maintenir une section francophone tant qu'elle sera nécessaire, mais elle augmente progressivement le nombre des cours en langue arabe.

80. L'Institut est manifestement bien placé pour aider à répondre aux besoins des pays d'Afrique du Nord et d'autres pays, plus spécialement à leurs besoins en ingénieurs statisticiens; c'est pourquoi une recommandation a été présentée tendant à ce que sa capacité soit portée de 166 à 260 stagiaires par an pour les cours de formation d'ingénieurs et de 57 à 90 stagiaires pour la formation d'adjoints techniques.

81. Institut des techniques de planification et d'économie appliquée (ITPEA),
à Alger

Cours prévus au programme	Durée des études (années)	Contingent annuel actuel reçu aux examens de fin d'études
Ingénieur d'application de la statistique (IAS)	4	55

82. Depuis sa création en 1970, l'Institut a formé 119 ingénieurs.

83. L'ITPEA, qui est au nombre des instituts de technologie créés en Algérie pour remédier à la pénurie de personnel qualifié dans le pays, est placé sous la tutelle du Secrétariat d'Etat au Plan. Il forme des analystes économiques en même temps que des ingénieurs d'application de la statistique; la spécialisation a lieu la troisième année, la quatrième étant consacrée aux exercices pratiques. Pour la première année l'admission se fait par concours, mais quelques étudiants peuvent être admis directement sur titres en troisième année.

84. Bien que l'ITPEA soit réservé en principe aux Algériens, des places sont disponibles chaque année pour des candidats étrangers; il conviendrait d'augmenter le nombre de places réservées à ces derniers, ce qui serait possible à condition de porter la capacité de l'Institut de 225 à 250 stagiaires par an.

85. Centre européen de formation des statisticiens-économistes des pays en voie de développement (CESD)

Cours prévus au programme	Durée des études (années)	Contingent annuel actuel reçu aux examens de fins d'études
Ingénieur statisticien-économiste (ISE)	3	15

86. Le CESD a été inclus au nombre des centres participant au PFSA en raison de sa contribution à la formation de statisticiens africains des échelons supérieurs; des plans sont à l'étude pour son transfert dans une ville africaine. Le CESD a assuré également la formation des ITS jusqu'en novembre 1976, date où ce cours a été transféré à Kigali. Entre 1962 et 1977, le centre a formé au total 341 ingénieurs des deux catégories.

87. En attendant son transfert en Afrique le cours de formation d'ISE continuera probablement au rythme actuel, soit 55 stagiaires par an.

88. Les considérations et besoins spécifiques ci-après devront recevoir une attention particulière dans le cadre du Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA) :

- a) Les pays de langue portugaise, ayant nouvellement accédé à l'indépendance, ont besoin d'une aide importante, et des dispositions spéciales devront probablement être prises pour répondre aux problèmes spécifiques auxquels ils ont à faire face;

- b) Un nouveau cours devra être organisé au niveau "ingénieur statisticien-économiste" pour le groupe francophone; ce cours, qui viendra compléter les activités du CESD de Paris et du Centre de Rabat, pourrait être organisé dans le Centre d'Abidjan ou dans celui de Yaoundé;
- c) Le nouveau centre francophone de Kigali devra mettre en route aussi rapidement que possible un cours au niveau moyen;
- d) L'Institut de Kampala est le projet qui pose le plus de difficultés dans le cadre du programme. Cet institut devra être organisé sur une base régionale effective si l'on veut pouvoir satisfaire les besoins en cadres supérieurs des pays anglophones;
- e) Le Nigéria, qui est le pays le plus étendu de la région, a des besoins importants, mais les estimations à cet égard ne sont pas encore très précises. Ce pays a les moyens de financer la formation du personnel qui lui est nécessaire, mais il aura besoin de l'assistance d'experts. Il conviendra également d'envisager un échange d'étudiants avec les autres pays africains afin de lui éviter de se trouver isolé;
- f) L'expansion des installations de l'Université du Ghana est envisagée en tant que moyen important pour remédier aux insuffisances de la formation de cadres pour le groupe anglophone. Si les autorités du Ghana acceptent l'idée, un nouveau projet devra être négocié;
- g) Le Centre anglophone de Dar-es-Salaam (EASTC) qui dispense des cours de niveau moyen et de niveau intermédiaire devra augmenter sa capacité d'accueil aussitôt que possible pour satisfaire la demande croissante de la sous-région de l'Afrique de l'Est.

89. Le centre de recyclage des statisticiens économistes, à Munich n'est pas à proprement parler compris dans le groupe des centres participant au PFSA, mais on compte qu'il apportera une contribution importante en assurant la formation plus spécialisée nécessaire dans le cadre du programme. On espère que, conformément à l'usage établi, des cours de quatre mois et un séminaire seront organisés chaque année et consacrés à des domaines spécialisés des statistiques, ces cours étant organisés alternativement en anglais et en français. Le coût des cours en question n'est pas pris en considération aux fins du programme.

90. Selon les indications disponibles la France et le Royaume-Uni envisagent aussi d'offrir des stages de courte durée dans des domaines spécialisés.

VI. RESUME DU COUT DU PROGRAMME

91. A titre de base de départ pour estimer le coût du programme, les directeurs de centres ont été invités à communiquer à la CEA le montant des coûts annuels actuels, ainsi que les coûts estimatifs annuels pour la période 1978-87. Ces coûts estimatifs ont été ventilés selon les postes budgétaires indiqués dans le rapport des consultants, mais on a constaté que les chiffres donnés pour certains de ces postes et pour les coûts actuels n'étaient pas comparables.

92. Le tableau 4 indique, pour chacun des centres, l'effectif du personnel enseignant et celui des stagiaires en 1977, les moyennes annuelles nécessaires pour la période du programme, et enfin les coûts annuels moyens selon les postes de dépense spécifiés. Pour chacun des centres, les coûts sont répartis entre l'Etat et les sources extérieures de financement. Pour les fonds provenant de ces dernières on a inclus les crédits fournis actuellement par des sources bilatérales et multilatérales, ainsi que les besoins supplémentaires projetés.

93. Les prévisions budgétaires du tableau 4 sont présentées de manière trop détaillée compte tenu de leur degré de précision. Si on l'a fait, c'est comme par le passé, pour faciliter les corrections et fournir une base pour l'établissement du programme. Sous leur forme actuelle, les chiffres doivent être utilisés avec quelques précaution et il y a lieu pour commencer d'expliquer sur quelles bases les coûts ont été déterminés. En règle générale, les chiffres donnés dans le budget concernent les coûts annuels moyens pour la durée de la période du programme. Les raisons pour lesquelles la présentation du tableau 4 est différente de celle des trois premiers tableaux ont déjà été expliquées ailleurs.

94. Pour le personnel enseignant local, les coûts ont été calculés au taux de rémunération actuel; à cet égard la plupart des centres ont fourni les renseignements nécessaires. Dans le cas du personnel enseignant relevant de l'assistance extérieure on a utilisé le chiffre standard de 50 000 dollars EU par an appliqué par le PNUD.

95. Aucun renseignement utile n'a été communiqué sur le coût des bourses de perfectionnement, en sorte que les estimations sont fondées sur les coûts standard du PNUD. Pour les stagiaires autres que les nationaux, on a utilisé le chiffre de 450 dollars EU par mois, le coût pour les stagiaires nationaux étant estimé arbitrairement à la moitié du chiffre précédent. Les bourses de perfectionnement destinées à une formation hors d'Afrique (CESD et formation supérieure des enseignants) ont été estimées selon le coût standard de 750 dollars EU par mois appliqué pour le continent européen. Signalons que les centres n'avaient pas été invités à fournir de renseignements sur la formation des enseignants. Dans tous les cas, les bourses de perfectionnement ont été calculées pour neuf mois de formation pour chaque année considérée.

96. Compte tenu de la nécessité pour les centres participant au programme de devenir autonomes, on a prévu au tableau 4 la formation de personnel enseignant pour ceux de ces centres ayant besoin d'être renforcés. Le coût des bourses nécessaires à cet effet a également été chiffré au taux standard appliqué par le PNUD, à savoir 750 dollars des Etats-Unis par mois pendant 9 mois par an. En outre, soulignons que certains des enseignants inclus au titre de la contribution des gouvernements sont d'ores et déjà destinés à remplacer le personnel fourni dans le cadre de l'aide extérieure dès qu'ils auront acquis l'expérience nécessaire.

97. Le coût des bourses semble élevé par rapport à celui que l'on peut prévoir normalement dans les conditions africaines, même compte tenu de l'inflation. Signalons aussi que les tarifs du PNUD comportent une part spécifiée destinée aux frais d'étude. Les coûts de personnel et autres sont présentés séparément, si bien qu'il en résulte dans une certaine mesure un double comptage dans les chiffres du budget, détail sur lequel on reviendra à propos du financement du programme.

98. Très peu de données ont été fournies concernant la construction des locaux; on les a fait figurer séparément à la fin des prévisions budgétaires pour donner une indication approximative des cas où il est nécessaire de construire des bâtiments.

99. Les autres postes budgétaires sont relativement minimes; les chiffres retenus sont ceux qui ont été communiqués par les centres, augmentés d'un certain nombre d'estimations. Il est certain que le fait d'indiquer des moyennes annuelles n'est peut-être pas très réaliste dans le cas des biens d'équipement et de certains autres éléments, mais il y a lieu de présenter les chiffres aussi simplement que possible dans les conditions actuelles.

100. Selon la méthode de calcul indiquée ci-dessus, les dépenses annuelles moyennes du titre du programme seraient de l'ordre de 13,7 millions de dollars EU, abstraction faite des travaux de construction. Il ressort des chiffres indiqués que, sur ce total, quelque 8 millions de dollars EU pourraient être fournis par des donateurs internationaux et bilatéraux.

101. En raison de la qualité médiocre des renseignements reçus, il n'a pas été possible d'établir une série d'estimations des dépenses courantes à des fins de comparaison. Toutefois, si l'on suppose une augmentation de 86 p. 100 de l'effectif du personnel enseignant, de 60 p. 100 de l'effectif des stagiaires et de 75 p. 100 des dépenses administratives et autres, les dépenses à la charge des gouvernements hôtes et des donateurs atteindraient pour 1977 le chiffre global d'environ 8 millions de dollars EU selon les modalités de calcul des coûts indiquées ci-dessus. Pour les raisons déjà indiquées, les estimations des coûts sont probablement élevées, mais pas tellement plus élevées que le chiffre à prévoir dans la situation inflationniste actuelle. Ce qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est qu'il existe déjà un programme de formation statistique coûteux et efficace, le problème revient donc simplement à élargir ce programme de façon à ce qu'il puisse répondre à la totalité de la demande de statisticiens qualifiés.

102. Les dépenses au titre de la formation statistique prévues au tableau 4 suffiraient semble-t-il à mettre l'Afrique à même de former elle-même d'ici dix ans le personnel des catégories supérieures dont elle a besoin. Pendant la même période, la région doit aussi aboutir à se suffire à elle-même pour la formation du personnel de niveau moyen grâce à des programmes de formation en cours d'emploi et aux moyens de formation régionaux existant déjà. Il n'est nullement question de prétendre que l'Afrique devrait adopter une politique isolationniste pour la formation de ses statisticiens; elle continuera à avoir besoin des institutions extra-africaines pour la formation d'une quantité importante d'éléments et il importe qu'un système d'échange d'étudiants soit instauré.

103. Les postes de dépenses dont il n'est pas question dans le présent document concernent les services auxiliaires à fournir par la CEA et le Siège de l'ONU et la coordination des activités régionales, grâce par exemple aux réunions des directeurs de centres.

VI. FINANCEMENT DU PROJET

104. Abstraction faite des positions spéciales prévues pour les pays d'expression portugaise et des propositions concernant un programme supplémentaire de formation des ISE et d'un programme de niveau moyen à Kigali, les programmes de formation fonctionnent déjà dans les centres établis et les gouvernements hôtes contribuent en totalité ou en partie aux dépenses courantes, avec dans certains cas le concours de sources bilatérales et multilatérales.

105. Il faut espérer que les gouvernements des pays africains se déclareront prêts à participer au financement du programme comme l'a recommandé la Conférence des statisticiens africains à sa dixième session. Le fardeau financier supplémentaire imposé par le programme résulte principalement des dépenses à prévoir au titre du personnel enseignant et des bourses pour faire face à l'augmentation proportionnelle des dépenses administratives et autres. Il en découle qu'une part des dépenses supplémentaires dues à l'augmentation du nombre des stagiaires pourra logiquement être prise en charge par les gouvernements désireux d'utiliser les moyens de formation que les centres offrent à leurs ressortissants. Comme indiqué précédemment, il est admis que les taux standard appliqués par le PNUD pour le calcul du coût des bourses de perfectionnement comprennent une part correspondant aux frais d'inscription qui s'ajoutent aux frais de voyage et aux frais personnels et à l'indemnité de subsistance accordée aux stagiaires. Comme les frais d'inscription contribuent normalement aux paiements du traitement des enseignants et autres frais de fonctionnement, la part des bourses correspondant aux frais d'inscription pourrait être considérée comme une contribution nette au fonctionnement des centres. Soulignons que les bourses peuvent aussi être financées sur des crédits venant de sources extérieures, les chiffres indicatifs de planification (CIP) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le programme multilatéral du Fonds européen du développement par exemple.

106. Il faut espérer également que les gouvernements hôtes des centres participant au PFSA accepteront de prendre à leur charge les coûts de fonctionnement supplémentaires des institutions installées sur leur territoire.

107. A la lumière des nouvelles demandes faites aux centres, on compte que l'aide extérieure fournie par les sources bilatérales et multilatérales d'assistance continuera à un taux quelque peu accru et que l'on trouvera de nouveaux donateurs potentiels.

108. Dans le cas des parts des coûts du programme pour lesquelles rien n'est prévu, des projets particuliers d'assistance devront être préparés pour examen à l'intention des donateurs possibles dans le cadre général du PFSA. Il faudra aussi considérer comme projet particulier le financement du rôle central de coordination de la CEA.

ABREVIATIONS

CESD :	Centre européen de formation des statisticiens-économistes des pays en voie de développement, Paris
BSC :	Bureau statistique central
EASTIC :	East African Statistical Training Centre, Dar-es-Salaam
ESA :	Ecole de statistique d'Abidjan
IAMSEA :	Institut africain et mauricien de statistique et d'économie appliquée, Kigali
INSEA :	Institut national de statistique et d'économie appliquée, Rabat
ISAE :	Institute of Statistics and Applied Economics, Kampala
ISE :	Ingénieur Statisticien économiste
ISTEA :	Institut de statistique de planification et d'économie appliquée, Yaoundé
ITPEA :	Institut des techniques de planification et d'économie appliquée, Alger
ITS :	Ingénieur des travaux statistiques
NUL :	National University of Lesotho, Maseru
UBS :	Université de Botswana et Souaziland, Gaberone

Tableau 1. Etat du personnel statistique des catégories supérieures et moyennes en service en 1977 et des besoins pour la période 1978-1987 1/

Personnel en service en 1977					Besoins 1978-87														
Catégories supérieures					Catégories moyennes					Catégories supérieures					Catégories moyennes				
Bureau central de stat.	Autres adminis. publiques	Autres secteurs	Total		Bureau central de stat.	Autres adminis. publiques	Autres secteurs	Total		Bureau central de stat.	Autres secteurs	Total		Bureau central de stat.	Autres secteurs	Total			
AFRIQUE DU NORD																			
Algérie	17	3	19	39	80	10	10	100	320	170	490	400	30	430					
Jamahiriyah arabe libyenne	11	8	3	22	53	5	-	58	45	20	65	60	25	85					
Maroc	50	52	87	189	150	30	20	200	350	200	550	300	50	350					
Soudan	58	10	10	78	228	20	5	253	50	20	70	65	25	90					
Tunisie	42	8	34	84	207	10	15	232	230	130	360	250	50	300					
AFRIQUE DE L'OUEST																			
Bénin	8	1	9	18	25	5	20	50	37	11	48	65	15	80					
Cap Vert	2	-	-	2	15	-	-	15	15	-	15	25	-	25					
Gambie	2	-	3	5	3	3	-	6	20	5	25	34	5	39					
Ghana	23	5	12	40	31	60	50	141	245	130	375	37	40	77					
Guinée	3	-	6	9	15	-	5	20	60	10	70	110	15	125					
Guinée Bissau	-	-	-	-	10	-	-	10	15	5	20	25	5	30					
Côte d'Ivoire	9	12	25	46	35	40	30	105	68	20	88	130	30	160					
Libéria	16	5	1	22	41	-	5	46	22	10	32	40	15	55					
Mali	20	22	32	74	50	10	20	80	42	13	55	60	20	100					
Mauritanie	7	-	2	9	12	10	-	22	18	5	23	35	5	40					
Niger	8	1	-	9	11	-	-	11	28	9	37	50	10	60					
Nigeria	86	32	20	138	195	30	20	245	800	100	900	100	100	1200					
Sénégal	14	8	19	41	41	10	10	61	68	20	88	125	25	150					
Sierra Leone	14	-	2	16	23	-	-	23	16	10	26	30	15	45					
Togo	24	3	9	36	60	5	5	70	39	12	51	70	15	85					
Haute-Volta	7	1	8	16	28	5	10	43	42	14	56	75	20	95					
AFRIQUE DU CENTRE																			
Angola	3	-	5	8	10	-	5	15	25	10	35	45	15	60					
Burundi	3	1	-	4	4	5	-	9	29	9	38	60	10	70					
République Unie du Cameroun	31	21	24	76	150	50	40	240	122	38	160	130	30	160					
Empire centrafricain	5	2	2	9	12	10	10	32	34	10	44	60	15	75					
Tchad	3	-	-	3	10	10	20	40	19	5	24	35	5	40					
Congo	7	5	4	16	48	30	20	98	42	13	55	75	20	95					
Guinée équatoriale	-	-	-	-	-	-	-	-	6	5	11	10	5	15					
Gabon	7	1	2	10	5	5	5	15	29	9	38	50	10	60					
Rwanda	1	4	-	5	23	10	-	33	33	10	43	60	15	75					
Sao Tomé et Príncipe	-	-	-	-	5	-	-	5	8	5	13	10	5	15					
Zaïre	34	14	1	49	42	20	5	67	100	21	121	25	30	55					

Tableau 1. Etat du personnel statistique des catégories supérieures et moyennes en service en 1977 et des besoins pour la période 1978-87

	Personnel en service en 1977						Besoins 1978-87					
	Catégories supérieures			Catégories moyennes			Catégories supérieures			Catégories moyennes		
	Autres		Total	Autres		Total	Autres		Total	Autres		Total
	Bureau central de stat.	Adminis. publiques		Bureau central de stat.	Adminis. publiques		Bureau central de stat.	Adminis. publiques		Bureau central de stat.	Autres secteurs	
AFRIQUE DE L'EST	11	-	11	12	2	14	42	10	52	66	15	81
Botswana	-	-	-	1	1	5	15	5	20	25	5	30
Comores	24	12	62	2	10	69	48	10	58	90	15	105
Ethiopie	23	6	29	86	57	111	136	30	166	315	40	355
Kenya	12	-	13	26	5	31	51	10	61	60	15	75
Lesotho	28	1	65	17	10	37	62	19	81	110	25	135
Madagascar	12	15	28	13	5	18	25	10	35	45	15	60
Malawi	9	6	22	52	2	59	38	5	43	210	5	215
Maurice	4	-	9	16	-	16	30	10	40	55	15	70
Mozambique	3	-	3	-	-	-	1	5	6	1	5	6
Seychelles	9	3	13	26	-	26	21	5	26	55	5	60
Somalie	7	1	10	11	-	12	26	5	31	61	5	66
Souaziland	30	4	38	56	18	79	121	20	141	317	25	342
République Unie de Tanzanie	17	16	67	9	5	34	96	20	116	86	25	141
Ouganda	23	8	36	42	31	113	100	30	130	375	40	415
Zambie	1	2	3	6	4	10	8	5	13	10	5	15
Djibouti												
Total	728	312	1 482	1 997	541	2 979	3 797	1 248	5 045	5 547	935	6 482

Non compris l'Egypte, la Namibie, la Réunion, l'Afrique du Sud, la Rhodésie du Sud et le Sahara occidental.

Centres participant au PFSA															Total						
Projet	Non- spécial pour les pays de langue portu- gaise	ISE	ITS	ISE	ITS	ISE	ITS	ISE	ITS	ISE	ITS	Université Ibadan	Université Ghana Legon	UNIL Gaborone et Maseru	En fran- çais	ISE	En an- glais	En fran- çaise	En port. anglais	Pour tous les centres	
AFRIQUE DU NORD																					
Algérie.....	-	-	-	36	-	14	-	-	390	-	-	-	-	-	-	50	-	390	100	65	490
Jamahiriya arabe libyenne	-	-	-	-	-	-	-	-	46	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	65	65
Maroc.....	-	-	339	86	-	14	-	-	-	-	-	-	40	-	65	-	-	450	100	-	550
Soudan.....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	70
Tunisie.....	-	-	182	27	-	5	-	-	77	-	-	-	-	-	31	38	-	290	70	-	360
AFRIQUE DE L'OUEST																					
Bénin.....	-	11	-	-	10	5	5	17	-	-	-	-	-	-	-	-	-	32	16	15	48
Cap Vert.....	15	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15	-	-	-	-	-	-	25	15
Gambie.....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15	-	10	350	-	-	-	-	-	-	375	375
Ghana.....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	50	20	-	70
Guinée.....	-	-	15	20	15	-	10	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	20
Guinée Bissau.....	20	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	55	33	32	88
Côte d'Ivoire.....	-	22	-	-	55	11	-	-	-	20	-	-	-	-	-	-	12	-	-	-	32
Libéria.....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	35	20	-	55
Mali.....	-	2	10	8	15	10	10	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15	8	-	23
Mauritanie.....	-	-	4	3	7	5	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	26	11	-	37
Niger.....	-	6	-	-	5	5	5	16	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	37
Nigeria.....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	100	600	100	-	-	-	-	100	-	-	-	900
Sénégal.....	-	23	-	-	8	10	5	13	-	-	-	-	26	-	29	-	-	55	33	26	88
Sierra Leone.....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	26
Togt.....	-	11	-	-	13	5	5	17	-	-	-	-	-	-	-	-	-	35	16	-	51
Haute-Volta.....	-	16	-	-	10	5	5	20	-	-	-	-	-	-	-	-	-	35	21	-	56
AFRIQUE DU CENTRE																					
Angola.....	35	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	35
Barundi.....	-	8	-	-	-	3	17	46	-	-	-	-	-	-	-	-	-	27	11	-	35
Rép. Unie du Cameroun.	-	20	-	-	-	17	123	41	-	-	-	-	-	-	-	-	-	123	37	-	38
Empire centrafricain..	-	13	-	-	-	3	10	18	-	-	-	-	-	-	-	-	-	28	16	-	160
Tchad.....	-	5	-	-	3	4	7	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15	9	-	44
Congo.....	-	17	-	-	10	3	20	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	35	20	-	55
Guinée équatoriale.....	11	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11
Gabon.....	-	8	-	-	14	3	7	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	27	11	-	38
Rwanda.....	-	13	-	-	-	3	-	27	-	-	-	-	-	-	-	-	-	27	16	-	43
Sao Tomé et Principe..	13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13	13
Zaire.....	-	14	10	10	-	12	39	16	20	-	-	-	-	-	-	-	-	85	36	-	121

Chiffre que l'on atteindrait pour la période considérée et pour le rythme actuel de formation

Projet spécial pour les pays de langue portugaise	Centres participant au PPSA												Autre formation			Total		
	Nou- velles études ISE	INSEA Rabat	ESA Abidjan	CESD Paris ISE	ISPEA Yaoundé ITS	IAMSEA Kigali ITS	ITPEA Alger ITS	ISAE Kampala ITS	Univer- sité d'Ibadan	Université du Ghana Legon	UBS et NUL Gaborone et Maseru	En fran- çais ITS	En an- glais ITS	En fran- çais ITS	En port. et en anglais ITS	Pour tous les centres		
AFRIQUE DE L'EST																		
Botswana.....	-	-	-	-	-	-	-	-	10	10	32	-	-	-	52	52		
Comores.....	-	-	5	-	-	10	-	-	-	-	-	-	-	20	-	20		
Ethiopie.....	-	-	-	-	-	-	-	20	-	-	-	-	38	-	58	58		
Kenya.....	-	-	-	-	-	-	-	70	40	40	-	-	16	-	166	166		
Lesotho.....	-	-	-	-	-	-	-	15	-	-	46	-	-	-	61	61		
Madagascar.....	-	13	10	10	23	-	15	-	-	-	-	-	-	48	33	81		
Malawi.....	-	-	-	-	-	-	-	20	-	-	15	-	-	-	-	35		
Maurice.....	-	-	-	2	-	10	-	21	-	10	-	-	-	10	2	43		
Mozambique.....	40	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	40		
Seychelles.....	-	-	-	-	-	-	-	6	-	-	-	-	-	-	-	6		
Somalie.....	-	-	-	-	-	-	-	20	-	6	-	-	-	-	-	26		
Souaziland.....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6	25	-	-	-	-	31		
Rép. Unie de Tanzanie...	-	-	-	-	-	-	-	50	-	20	-	-	71	-	141	141		
Ouganda.....	-	-	-	-	-	-	-	106	-	10	-	-	-	-	116	116		
Zambie.....	-	-	-	-	-	-	-	100	10	10	-	-	-	-	130	130		
Djibouti.....	-	-	-	1	5	5	2	-	-	-	-	-	-	12	1	13		
Total	134	202	570	200	180	150	300	190	560	603	670	643	128	125	88	302	1925 640...2 480 5 045	
Chiffre que l'on atteindrait pour la période considérée et pour le rythme actuel de formation																		

Tableau 3.

Personnel des catégories moyennes : besoins et offre 1970-71

Centres participant au PISA										Autres centres de formation	Total
Projet spécial pour les pays de langue portugaise	INSEA Rabat	ESA Abidjan	ISPEA Yaoundé	IAMSEA Kigali	Univ. du Ghana Legon	EASTC Dar-es-Salaam	URS et NUL Gaborone et Maseru				
AFRIQUE DU NORD											
Algérie.....	-	-	-	-	-	-	-	430	430		
Jamahiriya arabe libyenne.	-	-	-	-	-	-	-	85	85		
Maroc.....	-	350	-	-	20	-	-	70	350		
Soudan.....	-	-	-	-	-	-	-	300	90		
Tunisie.....	-	-	-	-	-	-	-	-	300		
AFRIQUE DE L'OUEST											
Bénin.....	-	-	14	26	30	-	-	-	10	80	
Cap Vert.....	25	-	-	-	-	39	-	-	-	25	
Gambia.....	-	-	-	-	-	77	-	-	-	39	
Ghana.....	-	-	18	33	-	-	-	-	74	125	
Guinée.....	30	-	-	-	-	-	-	-	-	30	
Guinée Bissau.....	-	-	160	-	-	-	-	-	-	160	
Côte d'Ivoire.....	-	-	-	-	-	30	-	-	-	25	
Libéria.....	-	33	18	33	-	-	-	-	16	100	
Mali.....	-	17	8	15	-	-	-	-	-	40	
Mauritanie.....	-	-	12	22	26	-	-	-	-	60	
Niger.....	-	-	-	15	-	-	-	-	1 200	1 200	
Nigeria.....	-	-	20	15	15	-	-	-	100	150	
Sénégal.....	-	-	-	-	-	25	-	-	20	45	
Sierra Leone.....	-	-	13	24	28	-	-	-	20	85	
Tog.....	-	-	15	27	33	-	-	-	20	95	
Haute-Volta.....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
AFRIQUE DU CENTRE											
Angola.....	60	-	10	25	15	-	-	-	20	60	
Burundi.....	-	-	10	160	15	-	-	-	20	70	
République-Unie du Cameroun	-	-	11	20	24	-	-	-	20	160	
Empire centrafricain.....	-	-	8	15	17	-	-	-	20	75	
Tchad.....	-	-	33	27	15	-	-	-	20	40	
Congo.....	-	-	-	-	-	-	-	-	20	95	
Guinée équatoriale.....	15	-	17	15	8	-	-	-	-	15	
Gabon.....	-	-	-	-	79	-	-	-	-	60	
Rwanda.....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	75	
Sao Tomé et Principe.....	15	-	-	-	-	-	-	-	-	15	
Zaire.....	-	-	24	20	11	-	-	-	-	55	

Tableau 3. Personnel des catégories moyennes : besoins et offre 1978-87 (suite)

	Centres participant au PFSA									
	Projet spécial pour les pays de langue portugaise					Univ. du Ghana Legon				
	INSEA Rabat	ESA Abidjan	ISPEA Yaoundé	LAMSEA Kigali						
AFRIQUE DE L'EST										
Botswana	-	-	-	-	-	-	-	-	-	81
Comores	-	-	-	-	-	-	-	-	-	30
Ethiopie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	105
Kenya	-	-	-	-	-	-	-	-	-	357
Lesotho	-	-	-	-	-	-	-	-	-	75
Madagascar	-	-	-	-	-	-	-	-	-	25
Malawi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	80
Maurice	-	-	-	-	-	-	-	-	-	20
Mozambique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	100
Seychelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	70
Somalie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6
Souaziland	-	-	-	-	-	-	-	-	-	30
République Unie de Tanzanie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	16
Ouganda	-	-	-	-	-	-	-	-	-	66
Zambie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	342
Djibouti	-	-	-	-	-	-	-	-	-	111
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	415
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15
	215	400	430	380	550	400	790	150	3 169	6 484
10 Chiffre que l'on at- teindrait pour la pé- riode considérée et pour le rythme actuel de formation	-	350	270	-	600	350	320	110	-	-

Tableau 4. Personnel enseignants, stagiaires et budgets

	Projet special pour les pays de langue portuaise			Nouveau cours LSE			INSEA Rabat			Ecole de stat. d'Abidjan			CESD Paris			ISPEA Yaoundé			IATSEA Kigali			ITPEA Alger		
	Etat	Ext	Total	Etat	Ext	Total	Etat	Ext	Total	Etat	Ext	Total	Etat	Ext	Total	Etat	Ext	Total	Etat	Ext	Total	Etat	Ext	Total
Personnel enseignant																								
1977 (effectifs reels)	-	-	-	-	-	-	12	2	14	1	5	5	-	8 ² / ₂	8	3	3	6	1	3	4	4	13	17
1978 - 1987 (Effectif annuel moyen)	8	8	8	1	3	4	18	2	20	5 ² / ₂	6	11	-	8 ² / ₂	8	16	4	20	5	6	11	16	1	17
Stagiaires																								
1977 : Cat. supérieures (effectifs reels)	-	-	-	-	-	-	166					35			54			54			55			225
Cat. moyennes	-	-	-	-	-	-	57					35			-			99			-			-
1978-87 : (effectif Cat. supérieures moyen)	70	70	70	10	60	70	145	115	260	23	52	75	-	55	55	43	62	105	10	65	75	177	73	250
Cat. moyennes	38	38	38	-	-	-	80	10	90	20	30	50	-	-	-	30	70	100	20	50	70	-	-	-
Budget (milliers de dollars EU par an)																								
Direction et personnel enseignant	400,0	400,0	400,0	27,3	150	177,3	376,6	100,0	476,6	136,5	300,0	436,5	-	400,0	400,0	244,2	200,0	444,2	178,8	300,0	478,8	99,5	50,0	149,5
Personnel administratif	20,0	20,0	20,0	10,0	-	10,0	140,0	-	140,0	67,6	-	67,6	-	20,0	20,0	47,6	7,1	54,7	109,9	-	109,9	129,9	-	129,0
Frais de depl. du pers. Bourses de perfectionnement: Cat. supérieures	10,0	10,0	10,0	-	5	5,0	18,5	1,0	19,5	3,4	-	3,4	-	5,0	5,0	5,0	7,9	12,9	32,3	2,0	34,3	2,4	-	2,4
Cat. moyennes	283,5	283,5	283,5	20,3	243	263,3	293,6	465,8	795,4	46,6	210,5	257,1	-	371,2	371,2	87,1	251,1	338,2	20,2	263,2	283,4	358,4	295,6	654,0
Personnel pour les Projets courts	153,9	153,9	153,9	-	10	10,0	162,0	40,5	202,5	40,5	121,5	162,0	-	-	-	60,7	283,5	344,2	40,5	202,5	243,0	-	10,0	10,0
Equip. : materiel fon- gible et fournitures : materiel non fongible	10,0	10,0	10,0	5,0	-	5,0	142,0	2,0	144,0	23,2	-	23,2	-	10,0	10,0	4,2	7,1	11,3	77,6	-	77,6	24,0	-	24,0
Divers	25,0	25,0	25,0	5,0	5	10,0	40,0	5,0	45,0	12,7	-	12,7	-	10,0	10,0	26,3	4,2	30,5	75,4	-	75,4	75,6	-	75,6
Total partiel	922,4	922,4	922,4	72,4	413	485,6	1 351,7	620,3	1 972,0	497,0	642,1	1 139,1	-	816,2	816,2	513,1	840,8	1 353,9	572,3	777,7	1 350,0	770,9	355,6	1 126,5
Construction locaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	200,0	200,0	-	-	-	41,8	83,5	125,3	-	200,0	200,0	72,0	-	72,0
Total	922,4	922,4	922,4	72,6	413	485,6	1 351,7	620,3	1 972,0	497,0	842,1	1 339,1	-	816,2	816,2	554,9	924,3	1 479,2	572,3	977,7	1 550,0	842,9	355,6	1 198,5

Tableau 4. Personnel enseignants, stagiaires et budgets (suite)

	LSAE Kampala			Univ. d'Ibadan			Univ. du Ghana			EASTC			UBS Gaborone			NUL Maseru			Tous les centres		
				Ibadan			Lagon			Dar-es-Salaam											
	Etat	Ext.	Total	Etat	Ext.	Total	Etat	Ext.	Total	Etat	Ext.	Total	Etat	Ext.	Total	Etat	Ext.	Total	Etat	Ext.	Total
Personnel enseignant																					
1977 (effectifs réels)	6	6	12	8	-	8	7	-	7	5	2	5	3	2	5	3	2	5	53	44	97
1978 - 1987 (effectif annuel moyen)	22	8	30	14	2	16	14	4	18	3	2	5	4	2	6	3	3	6	121	99	180
Stagiaires																					
1977 : Cat. supérieures			139	116		116	179								6			12			1 041
Cat. moyennes			-	-		-	39				38				10			10			291
1978-87 :																					
Cat. supérieures	35	167	202	197	23	220	113	95	208	-	-	57	15	25	40	20	15	35	788	877	1 565
Cat. moyennes	-	-	-	-	-	-	9	36	45	43	57	100	10	8	18	12	-	12	205	258	463
Budget (milliers de dollars US par an)																					
Direction et personnel enseignant	112,8	400,0	512,8	154,0	100,0	254,0	147,8	200,0	347,8	21,0	14,0	35,0	68,5	58,0	126,5	27,3	150,0	177,3	1 594,3	2 822,0	4 416,3
Personnel administratif	29,2	-	29,2	8,0	-	8,0	8,7	-	8,7	5,0	-	5,0	5,6	-	5,6	1,1	-	1,1	561,7	47,1	608,8
Frais de déplacement du personnel	18,9	10,0	28,9	1,0	1,0	2,0	1,7	4,4	6,1	0,5	-	0,5	0,8	2,0	2,8	-	2,0	2,0	84,5	50,3	134,8
Bourses de perfectionnement : Cat. supérieures	70,9	676,3	747,2	398,9	93,2	492,1	228,8	384,8	613,6	-	-	-	30,4	101,3	131,7	40,5	60,8	101,3	1 595,7	3 700,4	5 296,1
Cat. moyennes	-	-	-	-	-	-	18,2	145,8	164,0	87,1	230,8	317,9	20,3	32,4	52,7	24,3	-	24,3	415,1	1 044,9	1 460,0
Personnel pour les centres	-	10,0	10,0	5,0	-	5,0	-	10,0	10,0	-	1,0	1,0	-	10,0	10,0	-	10,0	10,0	5,0	99,1	104,1
Projets courte durée	6,0	63,0	69,0	30,0	30,0	60,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	145,8	170,8	316,6
Equipement :																					
Matériel fongible	22,2	-	22,2	5,0	-	5,0	3,9	-	3,9	1,2	-	1,2	1,4	-	1,4	3,9	-	3,9	267,5	22,0	289,5
Matériel non fongible	12,0	6,8	18,8	20,0	-	20,0	17,4	4,3	21,7	1,0	1,5	2,5	2,9	-	2,9	-	1,2	1,2	216,8	65,9	282,7
Divers	18,0	18,2	36,2	5,0	-	5,0	1,7	1,7	3,4	1,0	1,5	2,5	1,6	2,0	3,6	3,4	2,0	5,4	546,6	39,6	586,2
Total partiel	290,0	1 181,3	1 474,3	626,9	224,2	851,1	428,2	751,0	1 179,2	116,8	248,8	365,6	131,5	205,7	337,2	100,5	226,0	326,5	5 471,5	8 228,1	13 699,6
Construction locaux	420,0	-	420,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6,4	-	6,4	-	5,8	5,8	540,2	489,3	1 029,5
Total	710,0	1 181,3	1 894,3	626,9	224,2	851,1	428,2	751,0	1 179,2	116,8	248,8	365,6	137,9	205,7	343,6	100,5	231,8	332,3	6 011,7	8 717,4	14 729,1

1/ Personnel local

2/ Compte tenu des charges de cours à temps partiel